

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
58	13	10

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/02/004

**ADOPTION DE LA
TARIFICATION DES
REDEVANCES
D'OCCUPATION A VOCATION
COMMERCIALE DU
DOMAINE PUBLIC
METROPOLITAIN**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE.

REPRESENTES :

M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Christine SINQUIN, Mme Sandra TORRES, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

Séance Publique du 22 février 2024

N° D' O R D R E : 24/02/004

**O B J E T : ADOPTION DE LA TARIFICATION DES REDEVANCES
D'OCCUPATION A VOCATION COMMERCIALE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-3 et L. 2125-1 à 2125-6,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 5 février 2024,

CONSIDERANT que le transfert de la compétence voirie au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a entraîné le transfert de propriété du domaine public routier appartenant aux communes membres de ladite Métropole ainsi que le transfert de la police de la conservation,

CONSIDERANT que cela a pour effet de permettre la perception des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain relatives à une occupation avec emprise au sol,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de s'inscrire dans la continuité des tarifs appliqués par les communes membres de la Métropole afin de ne pas bouleverser ni pénaliser les occupants,

CONSIDERANT qu'à ce titre, il convient de conserver les spécificités tarifaires communales,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les redevances d'occupation du domaine public à vocation commerciale de la Métropole, ne revêtant pas un caractère fiscal, applicables à effet du 1^{er} mars 2024,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la grille tarifaire ci-annexée.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à prendre toutes les mesures et de signer tout document visant à faire appliquer ces tarifs à compter du 1^{er} mars 2024.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes perçues seront imputées sur le Budget Principal FONCIER, section fonctionnement, Chapitre 70, article 70323.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 69

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

TARIFICATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION COMMERCIALE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN

Applicables au 1^{er} mars 2024

En €, TVA à 20% incluse

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, en tant que personne morale de droit public, dispose d'un domaine public qui lui est propre, dont les modes de gestion sont prévus dans le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'avance et annuellement d'une redevance sauf exceptions précisées audit article à savoir entre autres les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Les autorisations d'occupation du domaine public sont délivrées à titre temporaire, précaire et révocable et de manière personnelle :

- Temporaire (L2122-2 du Code de la Propriété des Personnes Publiques), l'autorisation est toujours délivrée pour une durée déterminée et n'est pas renouvelée tacitement. L'occupant ne peut se prévaloir d'un droit au renouvellement.
- Précaire et révocable (L2122-3 Code de la Propriété des Personnes Publiques) : l'autorisation peut toujours être révoquée, le plus souvent pour des motifs d'intérêt général, quelle que soit la durée d'occupation qui a été fixée initialement sans que la personne publique soit contrainte de verser des indemnités au permissionnaire évincé.
- Personnelle : l'autorisation est délivrée à titre strictement personnelle et n'est pas transmissible à des tiers.

Les redevances sont dues intégralement, sans fractionnement. Elles ne font l'objet d'aucune restitution, déduction ou remboursement quelle que soit la durée de présence ou motifs d'absence sur le domaine public.

Elles ne font l'objet d'aucune révision ou abattement pour toute gêne, diminution, restriction d'usage ou changement d'emplacements imputables ou occasionnés directement ou indirectement du fait de travaux.

I - TERRASSES COUVERTES ET FERMEES

La métropole est compétente pour délivrer les autorisations d'occupation relatives aux terrasses dites permanentes, à savoir :

- Les terrasses couvertes en forme d'avancée bâtie.
- Les terrasses fermées où le dispositif de couverture et celui de délimitation sont liés et fixes, créant une structure entièrement fermée.

Communes	Tarif en € TTC
Carqueiranne Terrasse couverte et fermée port et front de mer	66 € / m ² / an
Hyères-les-Palmiers Terrasse couverte et fermée Terrasse semi fermée et couverte	146,90 € / m ² / an 98,70 € / m ² / an
La Crau Terrasse couverte et fermée	44,04 € / m ² / an
La Garde Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30m ² Terrasse couverte et fermée au-delà de 30m ² en supplément	67,90 € / m ² / an 32,30 € / m ² / an
La Valette-du-Var Terrasse couverte et fermée	3,30 € / m ² / mois
Le Pradet <u>du 1^{er} juin au 30 septembre</u> Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30 m ² Terrasse couverte et fermée au-delà de 30 m ² <u>du 1^{er} octobre au 31 mai</u> Terrasse couverte et fermée jusqu'à 30 m ² Terrasse couverte et fermée au-delà de 30 m ²	53 € / m ² / période 29 € / m ² / période 22 € / m ² / période 11,7 € / m ² / période
Saint-Mandrier Terrasse couverte et fermée	8,32 € / m ² / an

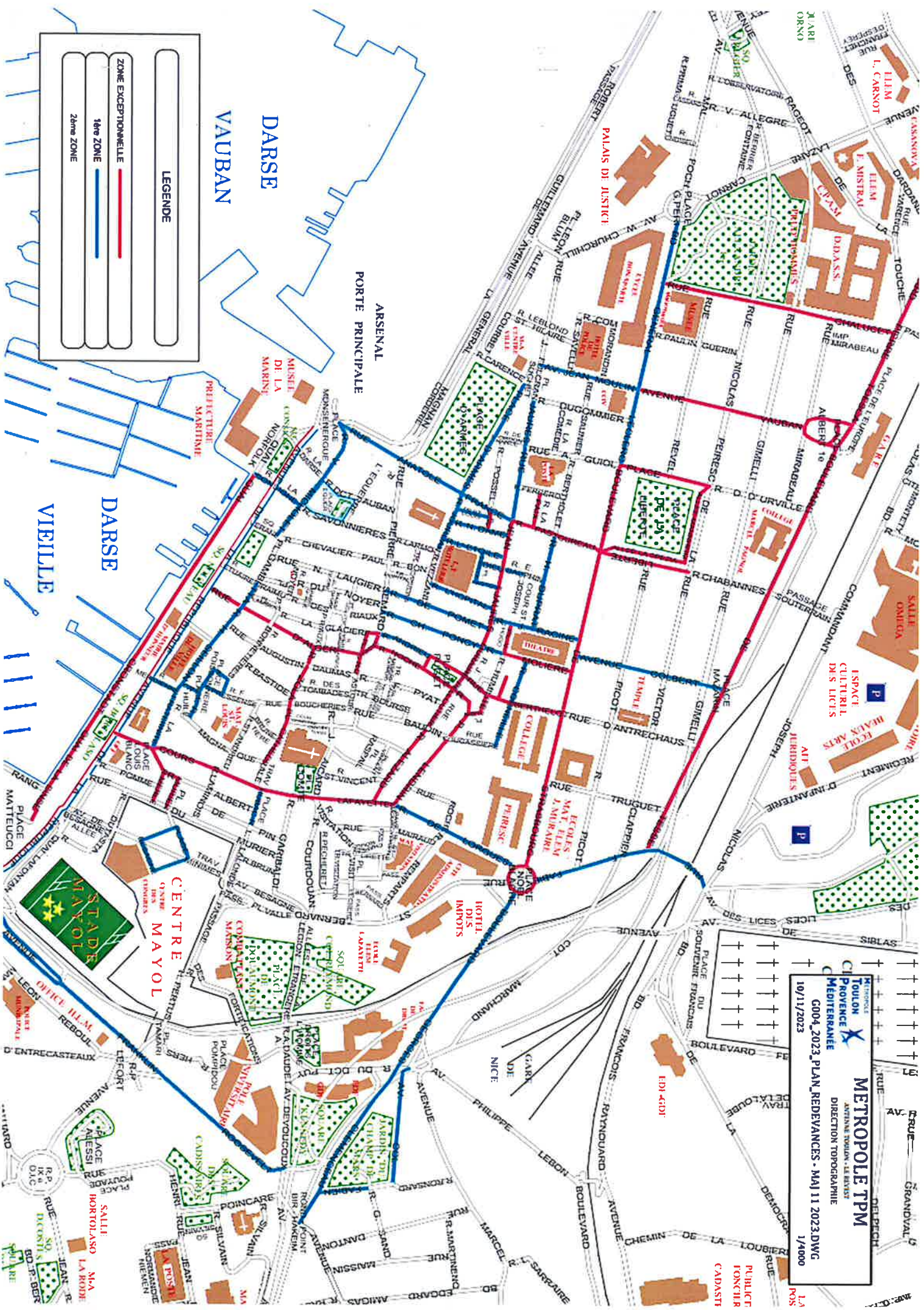
Communes	Tarif en € TTC
La Seyne-sur-Mer Terrasse couverte et fermée zone littorale Terrasse couverte et fermée zone standard Conformément à l'article 2 de la décision du Maire de La Seyne-sur-Mer N° DEC_22_225 du 28/12/2022, tous les tarifs relevant du Titre 1 et relatifs aux I/ TERRASSES et II/ LES ETALAGES ET LE MOBILIER COMMERCIAL seront soumis aux zones suivantes, et pourront donc sous conditions prévues au règlement d'attribution en vigueur, dans la zone dite « Redonnons des Couleurs au Centre-Ville », se voir appliquer une réduction de 60% des tarifs concernés : <u>Zone littorale</u> : le périmètre correspond aux quartiers balnéaires, le long du littoral des Sablettes, de Saint Elme, de Mar Vivo et de la Verne. <u>Zone standard</u> : tous les autres secteurs de la Commune non compris dans la zone littorale. <u>Zone « Redonnons des Couleurs au Centre-Ville »</u> : concerne les secteurs visés par la délibération cadre : une réduction correspond à 60% du tarif applicable sera effectuée selon les conditions listées dans l'avenant en vigueur approuvé par délibération du Conseil Municipal.	49,00 € / m ² / an 46,00 € / m ² / an
Six-Fours-les-Plages Terrasse couverte et fermée zone non littorale Terrasse couverte et fermée zone littorale : De 1 à 21 m ² De 22 à 31 m ² De 32 m ² et plus La Zone littorale de la Commune de Six-Fours-les Plages comprend les voies dont les noms suivent : Promenade du Général de Gaulle depuis la Reppe jusqu'au giratoire du traité de l'Elysée Konrad Adenauer (côté mer et côté terre) Corniche de Solviou depuis le giratoire du traité de l'Elysée Konrad Adenauer (côté mer et côté terre) Corniche de la Coudoulière (côté mer et côté terre) Port de la Coudoulière (côté mer et côté terre) Parc de la Méditerranée Corniche du Rayolet (côté mer et côté terre) Corniche du Cros (côté mer et côté terre) Rue de la Citadelle (côté mer et côté terre) Rond-Point de la Citadelle (côté mer et côté terre) Quai de la Prud'homie (côté mer et côté terre) Quai Saint Pierre (côté mer et côté terre) Corniche des Iles Paul Ricard (côté mer et côté terre) Presqu'île du Gaou Pour mémoire la Zone non Littorale comprend les noms de voies qui ne figurent pas dans la Zone Littorale.	154 € / m ² / an 176 € / m ² / an 198 € / m ² / an 341 € / m ² / an
Ollioules Terrasse couverte et fermée	38 € / m ² / an

Communes	Tarif en € TTC
Le Revest-les-Eaux Terrasse couverte et fermée	7,35 € / m ² / an
Toulon (* cf. plan de zonage en annexe) Terrasse et étalages couverts et fermés	
Zone exceptionnelle	79,35 € / m ² / an
1 ^{ère} zone	50,15 € / m ² / an
2 ^{ème} zone	35,65 € / m ² / an

II - AUTRES INSTALLATIONS

Communes	Tarif en € TTC
Carqueiranne Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Hyères-les-Palmiers Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
La Crau Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
La Garde Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
La Valette-du-Var Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an

Communes	Tarif en € TTC
Le Pradet Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Saint-Mandrier Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
La Seyne-sur-Mer Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Six-Fours-les-Plages Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Ollioules Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Le Revest-les-Eaux Mise à disposition d'un kiosque Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	530 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an
Toulon Mise à disposition d'un kiosque Zone exceptionnelle (boulevard Frédéric Mistral) 1 ^{ère} zone (place Colonel Bonnier) 2 ^{ème} zone Coffre relais Occupation terrain (base de vie, stockage, ...) Autres installations fixes sur le domaine public Surplomb du domaine public	851,50 € / place / trimestre 605,25 € / place / trimestre 462,25 € / place / trimestre 94 € / unité / an 3 € / m ² / mois 13 € / m ² / mois 1 € / m ² / an



METROPOLE TPM
TOULON
PROVENCE
COTE D'AZUR
MEDITERRANEE
DIRECTION TOPOGRAPHIQUE
G004_2023_PLAN_REDEVANCES - MAJ 11 2023.DWG
10/11/2023
1/4000

LEGENDE

— ZONE EXCEPTIONNELLE —

— 1ère ZONE —

— 2ème ZONE —

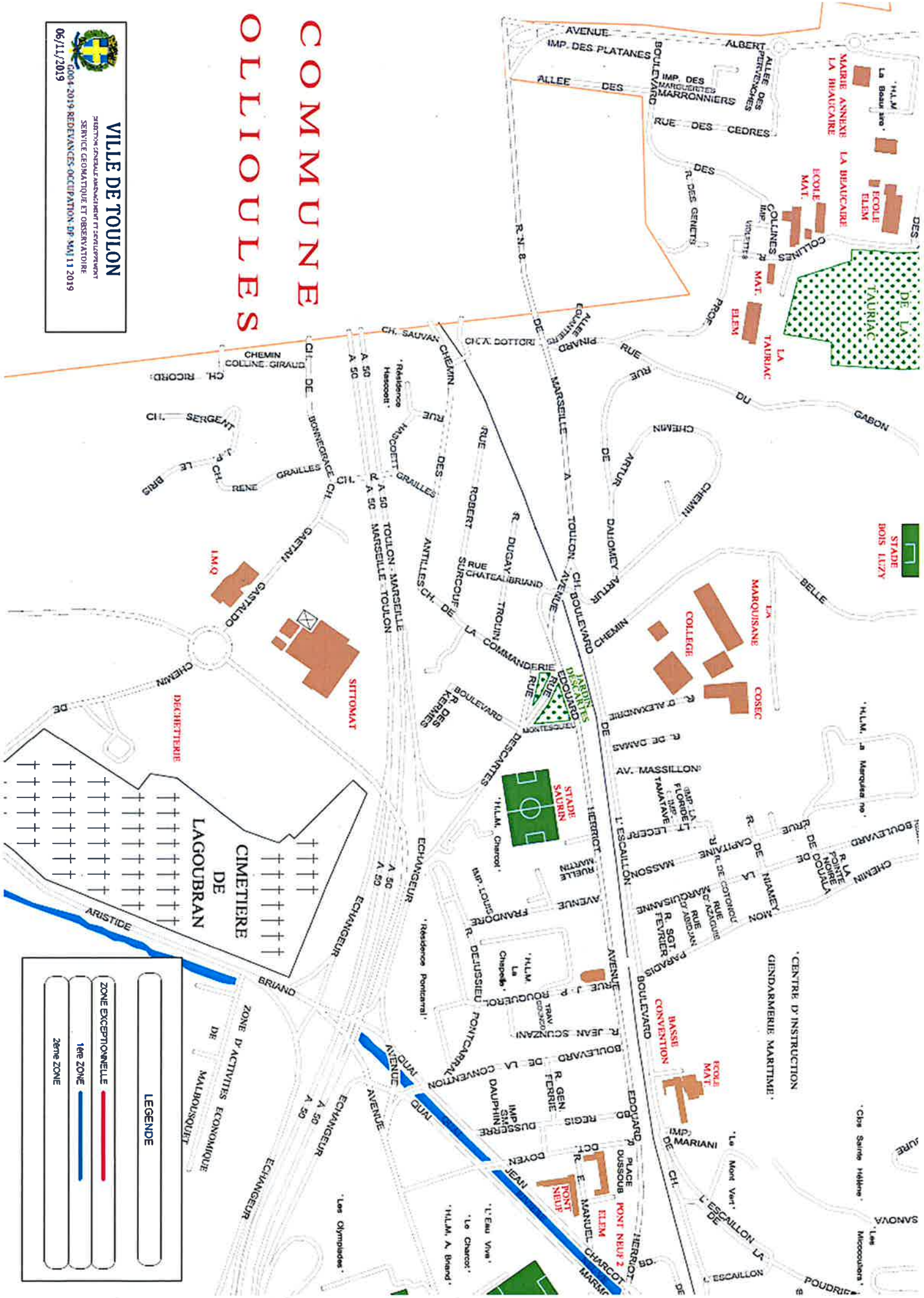


SECTION GÉNÉRALE ASSOCIANT ET SERVANT UN
SERVICE GÉOMATIQUE ET OBSERVATOIRE

SERVICE GÉOMATIQUE ET OBSERVATOIRE

G004-2019-REDEVANCES-OCCUPATION-DF-MAJ 11 2019

COMMUNE
OLIOULES



LEGENDE

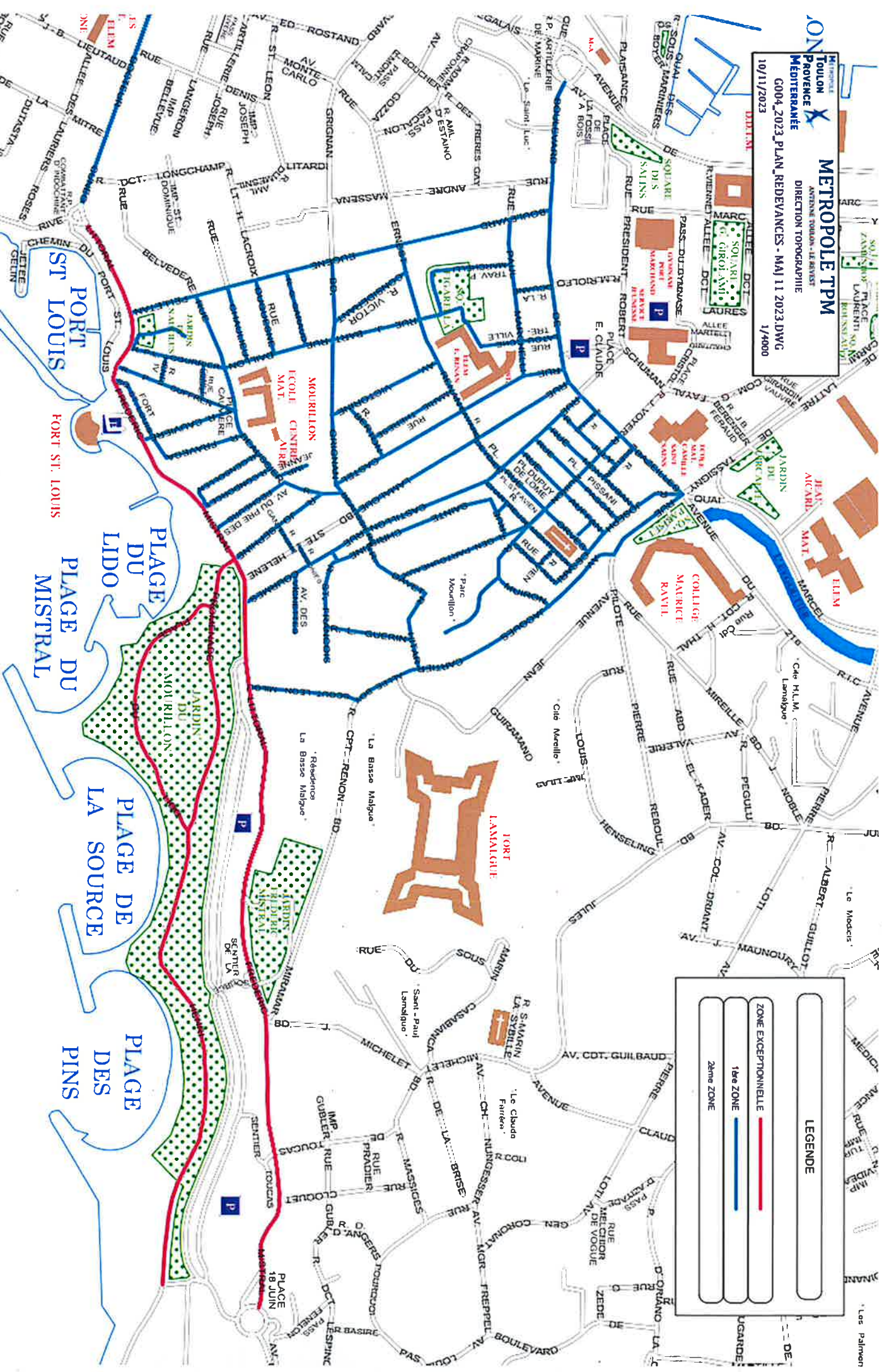
ZONE EXCEPTIONNELLE

1ere ZONE

287th ZONE

METROPOLE TPM

DIRECTION TOPOGRAPHIE

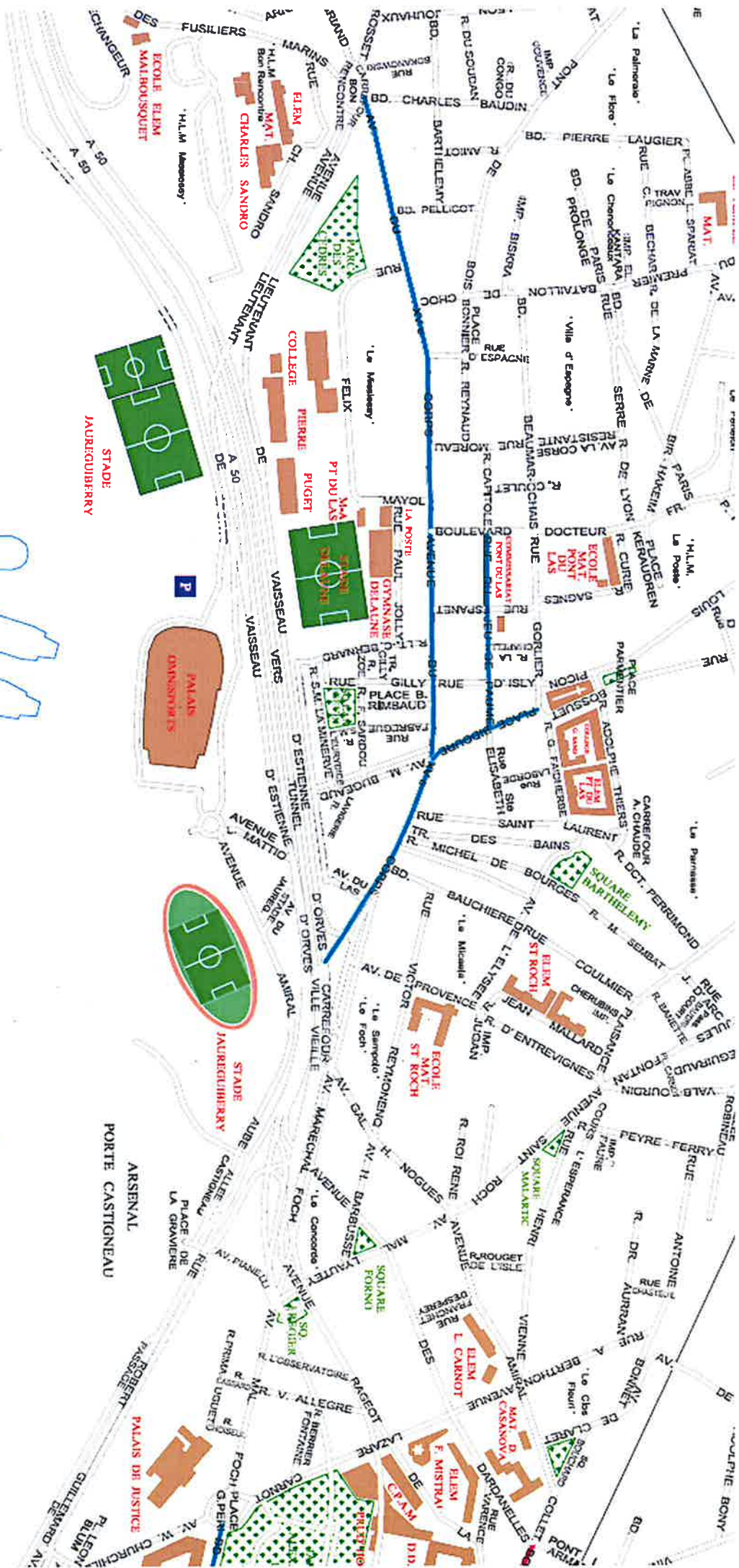


LEGENDE

ZONE EXCEPTIONNELLE

1re ZONE

2eme ZONE



UJET

VILLE DE TOULON



06/11/2019
 2019 2019 REDIVANCES OCCUPATION: DP MAI 11 2019

LEGENDE	
1ère ZONE	2ème ZONE
ZONE EXCEPTIONNELLE	

PR

VAUBAN

